

# Fédéralisme d'ouverture?

La place du fédéralisme renouvelé dans le discours souverainiste.

---

## Conférence de M. Patrick Taillon 11 novembre 2006



---

*Le conférencier, M. Patrick Taillon, est candidat au doctorat en droit de l'Université Laval et de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.*

C'est l'élection du PLQ en avril 2003 et les gains du Parti Conservateur au Québec en janvier dernier qui ont ranimé, pour une partie importante de l'électorat, l'espoir d'un fédéralisme renouvelé dans le sens des intérêts du Québec, idée qui se place directement entre le statu quo et la souveraineté.

La présente analyse vise à démontrer quelle est la place de la question constitutionnelle dans le domaine politique et quels arguments on peut tirer du droit constitutionnel en plus de démontrer le potentiel critique du fédéralisme dans le discours. En résumé, comment un souverainiste peut-il faire une critique du fédéralisme et l'actualiser?

En tout premier lieu, il faut situer le discours souverainiste par rapport au fédéralisme dans les domaines qui nous touchent personnellement comme l'identité ainsi que dans le domaine social et le contexte de la mondialisation. Par la suite, il y a lieu d'identifier les problèmes, et avoir des projets à réaliser.

On note un grave déclin au cours des dernières années dans le discours souverainiste. Les arguments critiques prennent une place prépondérante si on fait une rétrospective des événements de 1980 à 1995.

Entre 1980 et 1995, nous avons eu le référendum de 1980, le rapatriement unilatéral de 1982, les échecs successifs des référendums de Meech et de Charlottetown, les rapports Allaire et Bélanger-Campeau et finalement, le deuxième référendum sur la souveraineté.

Or, depuis 1995 on note un déclin marqué de nos revendications. Le Québec ne veut plus entendre parler des tabous constitutionnels. Le gouvernement canadien adopte une politique d'intransigeance. Les libéraux québécois baissent les bras pour citer en exemple le ministre des Affaires

intergouvernementales, Benoit Pelletier, qui parle vaguement d'une réforme souhaitable, mais pas une fin en soi et en affirmant que la souveraineté, ce n'est pas la solution.

Les fédéralistes, après le référendum de 1995 étaient en train de perdre le débat. Qu'ont-ils fait pour corriger le tir? Ils ont simplement changé de sujet et ont ainsi placé le discours souverainiste au second plan. C'est même devenu un tabou. Avec cette nouvelle donne, les arguments des souverainistes sont devenus moins efficaces et ils tiennent un discours différent. De projet précis, on se dirige vers un éventuel projet à réaliser. Pour ce faire, on utilise des arguments reliés à la mondialisation, on se sert des problématiques émergentes. En fait, qu'est-ce qui nous reste de dénonciation actuellement à part le déséquilibre fiscal et notre voix à l'UNESCO? Ce n'est pas suffisant.

Le Parti Québécois s'est éloigné d'une partie de l'électorat en laissant entendre que la souveraineté n'était pas un projet absolu, mais un projet parmi tant d'autres. C'est un statut quo inacceptable. Nous avons une conjoncture nouvelle qui rend l'indépendance possible. En effet, l'élection au fédéral d'un parti conservateur est un atout, car c'est la dernière chance qu'a Jean Charest de nous convaincre qu'il peut gagner des points. Et à ce jour, il n'a pas fait de grandes enjambées.

Sur quoi le gouvernement canadien entend-il changer la constitution :

- La réforme du Sénat
- La nomination des juges
- Le slogan du fédéralisme d'ouverture

Ne serait-ce pas une constatation que quelque chose ne va pas? Comme le contexte change, le discours souverainiste doit changer. Il faut se réapproprier une vision plus globale, forcer Steven Harper à se prononcer. Il faut se réapproprier cette critique et pour qu'elle soit efficace, il faut :

1. Faire la démonstration qu'il est impossible de modifier la Constitution.
2. S'intéresser au fond du discours : c'est quoi un fédéralisme d'ouverture, c'est quoi un fédéralisme renouvelé?

Si l'on prend le premier point (A) il va de soi qu'il est plus facile de faire la souveraineté que de modifier la Constitution. En effet, pour modifier la Constitution il faut au moins l'accord de 7 provinces et 50% de la population, mais les sujets sont tellement importants que l'unanimité sera requise rendant la chose impossible. Qui plus est, il faut tenir compte de la loi sur les veto régionaux qui fait en sorte qu'aucune modification ne soit possible si les régions s'y opposent. Là encore, il faudra l'unanimité.

De plus, si on décidait d'ouvrir la Constitution pour nous, il faudrait l'ouvrir pour les revendications autochtones, le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et les trois nouveaux territoires.

Et enfin, on met de plus en plus l'accent sur le rôle des électeurs. Ainsi, la Colombie-Britannique, l'Alberta et la Saskatchewan ont adopté des lois imposant l'organisation de référendums préalablement à toute modification de la Constitution. Ils ont de plus requis des majorités qualifiées se situant autour de 55% ou 60%.

Si l'on prend le second point (B) il faut ouvrir le discours pour savoir vraiment ce qu'ils entendent par un fédéralisme d'ouverture ou renouvelé et en tirer profit. Actuellement ouverture rime avec respect des domaines de compétence, encadrement du pouvoir fédéral de dépenser, règlement du déséquilibre fiscal, octroi d'une voix au Québec à l'UNESCO et la promesse de considérer toutes les provinces sur un pied d'égalité. Mais tous ces vœux pieux ne constituent pas un renouvellement constitutionnel, mais une

simple réforme administrative qui va durer aussi longtemps que le Parti conservateur sera au pouvoir. Ce n'est pas très solide. S'il y a un nouveau gouvernement, plus rien ne tient.

Il faut faire monter les enchères oubliées par les souverainistes depuis cinq ans. Déjà en 1979, le PLQ revendiquait un sénat s'apparentant au Sénat allemand ce qui était beaucoup plus que la réforme actuelle. Avec Benoit Pelletier on avance petit pas par petit pas donc s'il y a échec, c'est un petit échec. En y allant dossier par dossier, ils n'ont pas à se commettre sur l'ensemble de leur programme et de plus, les fédéralistes n'ont pas besoin d'un seuil critique. Or, il faut définir ce seuil critique soit un minimum à partir duquel les partisans du fédéralisme renouvelé pourront éventuellement mesurer leur succès ou leur échec.

Il faut faire une étude comparée entre les deux options et ne pas craindre de comparer :

- un OUI à Meech via la souveraineté
- un OUI à Charlottetown via la souveraineté
- un fédéralisme d'ouverture via la souveraineté

Il faut avoir un discours renouvelé en mettant de l'avant les points les plus porteurs.

Le discours souverainiste est riche. Le contexte a changé depuis 2003 parce que le PQ n'est plus au pouvoir donc n'est plus en situation d'autorité. L'opposition officielle est beaucoup moins critiquée que le parti au pouvoir. En tant que parti d'opposition, il faut mettre la pression sur le gouvernement, particulièrement s'il est fédéraliste. On est de moins en moins fidèles aux revendications des 40 dernières années. Établissons une stratégie qui pourrait être exploitée : en campagne électorale, dans la dernière semaine d'une éventuelle campagne, Jean Charest va certainement soulever le spectre d'un référendum. Or, pourquoi ne pas lui opposer que pour un fédéralisme renouvelé il faut négocier en premier et faire un référendum par la suite. Par contre, pour la souveraineté, le référendum vient en premier et donne un rapport de force aux négociations qui suivraient.

Il faut adopter une stratégie globale et les sortir du dossier par dossier pour pouvoir les mettre face à l'échec et se donner des arguments. Il faut obliger le gouvernement à reconnaître qu'il n'y a pas d'amélioration du fédéralisme d'ouverture. Il faut également reconnaître que le Nation building fédéral est une utopie et que la grande majorité du Canada ne croit pas qu'il faut attendre quelque chose du Québec. Il ne faut surtout pas oublier que la cour Suprême a obligé le gouvernement fédéral à négocier en cas d'indépendance du Québec.

Fort d'un discours crédible et pertinent sur le fédéralisme canadien, le mouvement souverainiste pourra alors positionner son projet comme étant à la fois la solution la plus respectueuse des intérêts du Québec et la seule qui soit réalisable afin de résoudre la question nationale.